



KINKAZI, VILLAGE SACRIFIÉ :

IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DE L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE À MUANDA EN RDC

Kinkazi, Août 2025



KINKAZI, VILLAGE SACRIFIÉ :

Impacts sociaux et environnementaux
de l'exploitation pétrolière à Muanda
en RDC



TABLE DES MATIERES

A PROPOS	04
Résumé exécutif	07
I. Introduction : Quand la promesse de développement se heurte à la réalité des populations locales	08
II. Muanda et le pétrole : Bref retour sur une histoire d'exploitation	09
III. À Muanda, le pétrole enrichit quelques-uns... et appauvrit les communautés	12
IV. Violation des droits humains des communautés locales de KINKAZI	15
V. Conclusion et recommandations	18

À PROPOS

1. CORAP

La Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique (CORAP), est une plateforme congolaise qui regroupe 55 ONG actives dans divers domaines qui cadrent avec les intérêts des communautés locales, entre autres dans le secteur de l'énergie. La CORAP milite pour pousser à un développement qui reflète réellement les aspirations et les intérêts des communautés locales pour un développement durable, une démarche qui tire sa source dans une question fondamentale sur ce que signifie réellement le développement pour nos communautés et comment cela doit-il être adressé. Dans ce contexte, la CORAP se positionne comme un des acteurs majeurs en RDC travaillant sur la problématique de la transition juste et luttant contre le développement des fausses solutions qui favorisent l'extractivisme, parmi lesquels nous citons l'exploitation des hydrocarbures, les grands barrages, et autres qui renforcent la destruction de l'environnement et l'appauvrissement des communautés locales.

2. CAADD

Le Cadre d'Acteurs et d'Actions pour le Développement Durable, CAADD en sigle est une dynamique des jeunes activistes environnementaux et défenseurs des droits humains. Elle a été mise en place pour défendre les injustices sociales que connaissent les communautés locales dans le contexte d'exploitation des ressources naturelles notamment le pétrole. Le CAADD s'est focalisé sur les questions de Gouvernance des ressources naturelles, des droits humains et du climat.

Au-delà de la défense des droits des communautés locales de Muanda impactées par l'exploitation pétrolière, le CAADD travaille sur l'apport des contributions sociales des entreprises pétrolières au développement local. CAADD est membre de la coalition Notre Terre Sans Pétrole mais collabore avec plusieurs organisations nationales et internationales sur les questions environnementales et d'exploitation pétrolière.

3. IDEL

L'Initiative pour le Développement Local, IDEL en sigle, est une organisation de développement qui s'engage à contribuer pour l'émergence d'un monde plus juste et en harmonie avec la planète. Sa mission consiste : à préserver l'environnement marin ; à promouvoir la jouissance des Droits Humains ; à promouvoir une gestion concertée et responsable de nos villes ; ainsi qu'à promouvoir un système bancaire au service de développement durable.

REMERCIEMENT

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à toutes les personnes qui ont investi leur temps, leur expertise et leur engagement dans la conception, la documentation et la finalisation de ce rapport. Il s'agit d'un travail collectif qui reflète non seulement un effort de collaboration, mais aussi une profonde responsabilité morale vis-à-vis des communautés locales touchées par l'exploitation pétrolière dans le territoire de Muanda, et en particulier à Kinkazi.

Nos remerciements les plus chaleureux s'adressent à Monsieur Emmanuel MUSUYU, Secrétaire Exécutif de la CORAP, dont la vision stratégique et la rigueur ont guidé l'orientation générale du rapport ; à Monsieur Patient MUAMBA, Chargé du Programme Transition Écologique, pour sa coordination technique et son implication dans le travail de terrain ; à Monsieur David MUSUNGAYI, Assistant juridique, pour son appui dans l'analyse des aspects liés aux droits humains et environnementaux ; à Monsieur Alphonse KHONDE, Coordonnateur de CAADD, dont les contributions ont été déterminantes dans la mise en valeur des réalités communautaires ; ainsi qu'à Monsieur Apollinaire NSOKA, Coordonnateur de l'organisation IDEL, pour son soutien actif et sa connaissance des dynamiques locales.

Nous remercions également les communautés de KINKAZI pour leur courage et leur collaboration dans la présentation des faits marquant leur quotidien depuis l'arrivée de Perenco Rep dans leur village.

Enfin, nous saluons les efforts de nos animateurs, designers, photographes et autres collaborateurs de terrain, sans qui les voix des populations de Kinkazi ne seraient pas aussi fidèlement retranscrites dans ce document. Par leurs témoignages, leurs récits de souffrance, mais aussi leur résilience, ces communautés ont permis de nourrir le présent rapport d'éléments authentiques et porteurs de vérité.



Forum communautaire

“

*“Beto ke zinga na ntoto ya beto,
kansi bafutu ke tila beto pene-pene na
mpasi.”*

*(« Nous vivons sur notre propre terre,
mais les richesses qu'elle porte nous
laissent dans la souffrance. »)*

”



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'exploitation pétrolière à Muanda, dans la province du Kongo Central en RDC, illustre une situation paradoxale où les ressources naturelles extraites profitent peu aux populations locales. Le village de Kinkazi, situé dans la zone B de la concession Liawenda-Kinkazi, est emblématique des conséquences humaines et environnementales de cette exploitation. Depuis plus de trois décennies, les promesses de développement et de progrès social faites aux communautés n'ont pas été tenues.

Les entreprises qui se sont succédé, notamment Perenco-Rép, ont mené leurs activités sans véritable respect des droits humains, ni des normes environnementales. La population de Kinkazi subit aujourd'hui de multiples violations : pollution des eaux et des terres, raréfaction de la biodiversité, atteintes à la santé, marginalisation économique, militarisation des terres forestières. Le chômage reste structurellement élevé, plus de 95 %, malgré la richesse locale en hydrocarbures.

Cette situation pose des questions cruciales sur la gouvernance des ressources naturelles en RDC et la place laissée aux communautés dans les décisions les concernant. Le présent rapport, fruit d'un travail de terrain collaboratif entre la CORAP, le CAADD et IDEL, propose une analyse critique de ces enjeux et formule des recommandations concrètes en faveur d'une exploitation plus juste et respectueuse des droits fondamentaux.

Dans le cadre de l'enquête sur la vie précaire des communautés locales de Kinkazi, une méthodologie participative adaptée a été mise en œuvre pour favoriser l'échange entre les organisations et les populations concernées. Un forum communautaire tenu le 07 Décembre 2024 a servi de cadre principal de dialogue, complété par un questionnaire structuré, intégrant des questions spécifiques sur les réalités quotidiennes des habitants. Cette approche a permis de faire émerger des préoccupations concrètes et a conduit les communautés, avec l'appui des ONG, à revendiquer plus d'espaces de dialogue, ainsi qu'un accompagnement renforcé pour la défense de leurs droits, la protection de l'environnement et la promotion d'un développement durable et inclusif.



I. INTRODUCTION :

Quand la promesse de développement se heurte à la réalité des populations locales

L'exploitation des ressources naturelles, le respect des droits des communautés locales et de l'environnement, ainsi que le développement semblent être des chemins parallèles qui ne peuvent se croiser et cela constitue aujourd'hui une problématique majeure dans les pays africains.

En République Démocratique du Congo (RDC), les ambitions de développement et de la création des richesses s'invitent comme une priorité pour l'amélioration de l'économie nationale.

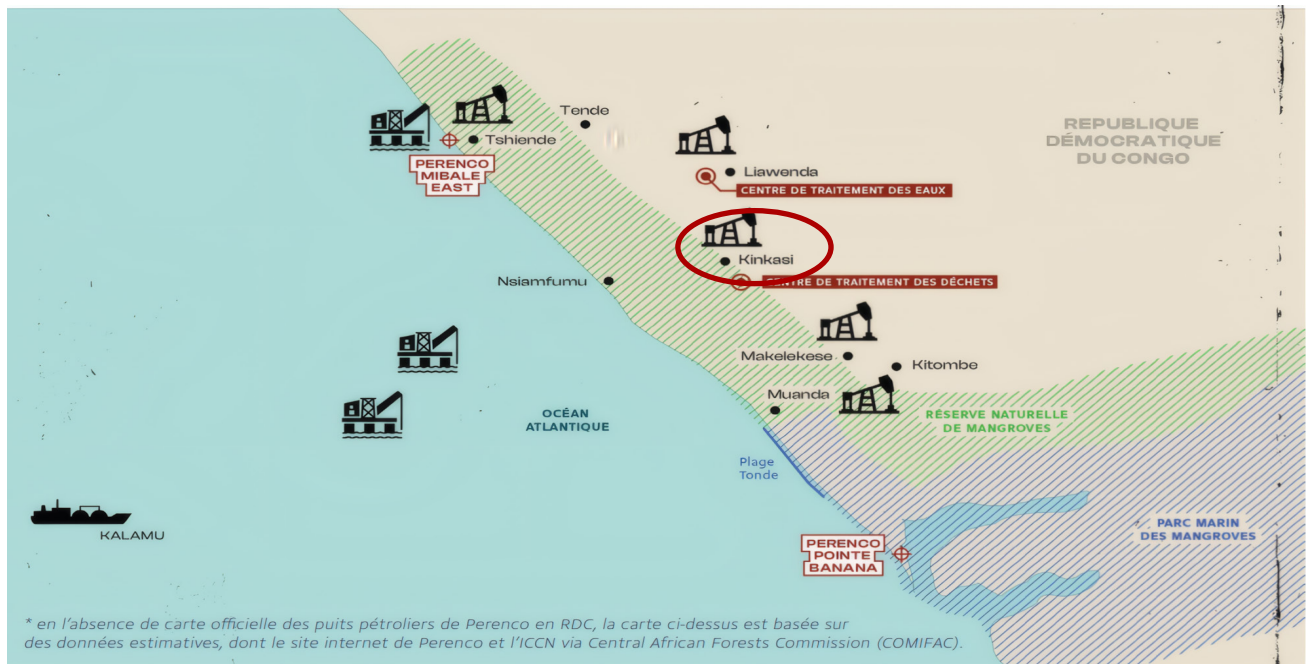
Ceci pousse le gouvernement congolais depuis quelques années maintenant à lancer des activités d'exploitation des ressources naturelles à grande échelle, sans forcément se rendre compte des impacts y afférentes. Le secteur des hydrocarbures, à savoir l'exploitation du pétrole et du gaz fait également partie des activités pour lesquelles le gouvernement congolais compte créer des emplois et accroître le PIB national. C'est dans ce contexte que des [appels d'offres](#) pour l'attribution des droits des hydrocarbures de 27 blocs pétrolier et 3 blocs gaziers avaient été lancés en 2022, puis annulés en 2024 à cause de plusieurs irrégularités suivant le [communiqué du Ministère des Hydrocarbures](#).

Lors de la quarante-deuxième réunion du Conseil des Ministres du 02 MAI 2025, le Ministre des Hydrocarbures a de nouveau annoncé la relance du processus d'attribution à l'exploration de [52 blocs pétroliers](#) dans le bassin sédimentaire de la cuvette centrale, en plus de 3 blocs déjà attribués à la Société COMICO notamment à Mbandaka, Lokoro et Busira.

La communication du gouvernement autour de son ambition de faire de la RDC un pays producteur d'hydrocarbures, à travers l'attribution de plusieurs blocs pétroliers et gaziers, a suscité des inquiétudes des organisations de la société civile congolaise comme la CORAP, qui a dénoncé ce processus dans son rapport intitulé « [Un rêve de développement placé dans les énergies renouvelables à l'ère du changement climatique](#) ». Paradoxalement, la Ministre d'État en charge de l'Environnement et du Développement Durable, censée veiller à la protection des écosystèmes, s'affiche comme l'[ambassadrice](#) de ce projet controversé, pourtant lourd de menaces pour l'environnement et les communautés locales.

Malheureusement, cet espoir de la création des richesses par l'exploitation des hydrocarbures suscité dans la population congolaise, ignore une expérience pas lointaine de l'exploitation du pétrole dans 3 concessions contenant plus de 29 villages du Territoire de Muanda, situé sur le littoral ouest, dans la province du Kongo Central, seul endroit où on exploite le pétrole en RDC.

II. MUANDA ET LE PÉTROLE : Bref retour sur une histoire d'exploitation



Légende

- | | | |
|-------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| Zone terrestre protégée | Locaux de Perenco | Puits pétroliers offshore |
| Zone maritime protégée | Centres de traitement Perenco | Champs pétroliers |

Carte des gisements pétroliers, tirée du dossier de presse pour la plainte des Amis de la Terre et Sherpa, intitulé : Pollution en RDC, la pétrolière française (Perenco) assignée en justice.

Depuis 1969, la République Démocratique du Congo (RDC) a conclu plusieurs contrats d'exploration et d'exploitation pétrolière, principalement dans le territoire de Moanda, situé dans la province du Kongo Central. Les zones concernées couvrent une vaste portion du petit littoral atlantique de la RDC. Grâce à ces activités, la production nationale a atteint un niveau estimé entre 15000 à 25000 barils par jour sur les [5 dernières années](#). Mais selon le rapport "[Active drilling campaign offshore, DRC – Perenco](#)", publié par MIOC (filiale de Perenco-Rep) en mai 2024, il renseigne que la moyenne de baril jour produit était de 19500 en 2024.

Nous saluons la décision du gouvernement de lancer un audit, car il n'est pas cohérent de continuer à accepter les chiffres de production déclarés par cette entreprise sans qu'une vérification rigoureuse et indépendante ne soit menée. Nous espérons que les cabinets mandatés, notamment Alex Stewart International (ASI) pour l'audit technique et opérationnel, ainsi que ERM pour l'audit environnemental, disposent de l'indépendance, ainsi que des moyens financiers, matériels et techniques nécessaires pour produire un rapport crédible, transparent et véritablement représentatif de la réalité sur le terrain.

Malgré ces performances économiques, les populations locales demeurent dans une [précarité](#) alarmante. En dépit des revenus générés, censés contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, les retombées concrètes pour les communautés directement affectées par l'exploitation restent insignifiantes, voire inexistantes. Ce contraste saisissant entre les richesses extraites et les conditions de vie sur le terrain soulève des inquiétudes sur la répartition équitable des bénéfices pétroliers et la gouvernance du secteur dans son ensemble.

Plusieurs entreprises pétrolières se sont succédé dans la région de Muanda au fil des décennies, la plus récente étant Perenco-Rép, filiale du groupe franco-britannique Perenco, spécialisée dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures. Aujourd'hui, cette société représente l'acteur majeur du secteur pétrolier onshore (terrestre) en République Démocratique du Congo. Malgré sa position monopolistique dans l'exploitation pétrolière en RDC, il est essentiel de rappeler que Perenco n'a pas toujours fait preuve de bonnes pratiques, tant en matière de gestion environnementale que de traitement de ses travailleurs. Un rapport récent de Environmental Investigation Agency US (EIA), intitulé « [Mort à huis clos](#) », a mis en lumière de graves négligences en matière de sécurité, notamment sur la plateforme pétrolière de Becuna, au large du Gabon, où une explosion a coûté la vie à six employés.

Par ailleurs, Perenco-Rép fait l'objet d'une action en [justice en France](#), engagée depuis juillet 2019 par les organisations Sherpa et Les Amis de la Terre France. Cette procédure vise à obtenir la réparation des préjudices écologiques causés en RDC ; l'arrêt immédiat des pollutions (fuites, torchage, rejets); ainsi que la mise en œuvre de mesures concrètes pour prévenir de nouvelles atteintes à l'environnement. Cette action repose sur un ensemble d'[études scientifiques et de rapports](#)

produits par des ONG et experts indépendants, documentant les pratiques dommageables de l'entreprise : torchage illégal du gaz, mauvais entretien des infrastructures entraînant des rejets de pétrole dans la nature, enfouissement non réglementé de déchets toxiques. À cela s'ajoutent des préoccupations sérieuses en matière de transparence, notamment en lien avec des allégations de corruption et d'opacité dans la gestion de ses opérations.

Les différentes entreprises qui se sont succédées à Muanda, à savoir : Zaïre Gulf Oil Company (ZGPC) (1969 - 1986) ; Chevron-Zaire / ChevronTexaco RDC (1986 - 2000) ; Perenco-Rép et Muanda International Oil Company (MIOC) (de 2000 à aujourd'hui), ont obtenu de vastes concessions foncières, notamment dans les zones riches en pétrole, y compris dans le village de Kinkazi. Cependant, malgré leurs engagements contractuels et les obligations légales, elles n'ont pas toujours respecté les normes environnementales, sociales et de droits humains qui devraient encadrer leurs activités. Ces manquements ont eu des conséquences directes sur le cadre de vie et les droits fondamentaux des populations locales.



Plusieurs manquements ont été révélés, entre autres :

- **Corruption** Selon un rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF), 10 millions USD destinés au développement local ont été détournés sur l'avenant n°9 de la convention du 11 août 1969 signé avec Perenco-Rép en décembre 2021.
- **Pollution et rejets toxiques** : Des fuites de pétrole, des torchages de gaz à flamme libre émettant d'importantes quantités de CO₂ et de suie, ainsi que la gestion inappropriée des déchets dangereux mais aussi les érosions provoquées par l'enfouissement des pipelines, sont régulièrement constatés par les populations locales.
- **Violations des droits fondamentaux des communautés**: Plusieurs violations sont à l'actif de l'entreprise Perenco Rep à Muanda, atteintes aux droits à un environnement sain, à la santé, au travail et à la dignité humaine.
- **Impact sur l'environnement et la santé** : L'étude de RENAD, menée entre 2018 et 2022, a mis en lumière la présence de concentrations élevées de benzène et autres polluants (COV, HAP) dans l'air et l'eau autour de Kinkazi.

Ces constats s'inscrivent en décalage avec les obligations légales nationales et les meilleures pratiques internationales, notamment en matière d'étude d'impact et de responsabilité sociétale. Une amélioration significative de la gouvernance et de la régulation dans le secteur pétrolier s'avère donc urgente. Nous notons malheureusement, des avenants qui contournent le code des hydrocarbures de 2015.



III. À MUANDA, LE PÉTROLE ENRICHT QUELQUES-UNS... ET APPAUVRIT LES COMMUNAUTÉS

L'exploitation du pétrole dans le Territoire de Muanda, situé dans la province du Kongo Central, avait nourri de grands espoirs parmi les populations locales, qui y voyaient une chance réelle de transformation sociale et économique. Pour les communautés de ce Territoire, notamment celles du village de Kinkazi, qui est l'un des villages qui subissent l'exploitation pétrolière, l'arrivée de l'industrie pétrolière représentait une opportunité d'améliorer leurs conditions de vie. Or, plus de trente ans après l'implantation de la société Perenco-Rép, ces attentes se sont transformées en large déception, laissant ainsi place à un profond ressentiment et à un sentiment d'abandon.

Installée dans une zone historiquement agricole, Perenco-Rép a bouleversé le mode de vie des habitants de Kinkazi, dont la subsistance reposait principalement sur l'agriculture, la chasse et l'élevage. Depuis l'arrivée de l'entreprise, les activités d'exploitation ont entraîné une dégradation majeure de l'environnement : pollution des sols et des eaux, destruction des terres cultivables, raréfaction de l'eau potable et perturbation de l'écosystème, disparition de la biodiversité animale. À cela s'ajoute la marginalisation socio-économique des communautés, exclues des bénéfices tirés de la ressource exploitée dans leur propre territoire: du pire capitalisme.



Village Mkomazi dans le bassin côtier, territoire de Muanda

Témoignage d'une femme de Kinkazi :

“

Je suis une femme qui vit de la production du vin de palme. Notre village était autrefois reconnu comme un centre important pour cette activité. Mais depuis l'arrivée de l'exploitation pétrolière, tout a changé. Notre quotidien est devenu une lutte. Imaginez qu'il nous faut grimper au moins 50 palmiers pour espérer produire seulement 5 litres de vin, sans parler des risques que cela représente physiquement. Par ailleurs, la seule rivière du village, qui servait traditionnellement à tremper les maniocs pour la fabrication du chikwangué ainsi que les cossettes de manioc, est aujourd'hui gravement polluée et ensablée. Cette dégradation est principalement due aux boues issues des terres jaunes utilisées par PERENCO pour le remblayage de ses routes d'exploitation. En conséquence, nous ne sommes plus en mesure de produire ces denrées essentielles, qui constituaient auparavant une source importante de revenus et de survie pour nos familles. Dans ces conditions, qu'allons nous devenir ? Comment continuer à subvenir aux besoins de nos familles, alors même que nos maris, eux aussi, sont sans emploi ? L'agriculture était notre seul recours, et elle est aujourd'hui

”

Elle ajoute :

“

Concernant les opportunités d'emploi chez Perenco-Rép, notre déception est immense. Nous venons d'un village de plus de 400 habitants, mais seule une personne a été recrutée par l'entreprise. Nous avons l'impression que Perenco-Rép nous exclut délibérément, peut-être parce que notre communauté est considérée comme trop revendicatrice. Dans ce contexte, quelles sont nos chances de survie ? À qui pouvons-nous faire confiance pour défendre nos droits ?

”

Bien que l'exploitation pétrolière soit censée respecter des normes environnementales et sociales strictes, les retombées positives pour la population sont quasi inexistantes. L'État, propriétaire des ressources du sous-sol, perçoit une partie des revenus, mais ces derniers ne se traduisent pas en investissements visibles pour les populations concernées.

Témoignage d'un habitant de Kinkazi :

“

Nous vivons chaque jour sous une menace constante. Nos libertés fondamentales de manifestation, d'association, d'accès à la terre, à l'eau potable ou même à l'air pur sont systématiquement bafouées. Aujourd'hui encore, l'accès à nos forêts nous est formellement interdit. Elles sont militarisées, sous prétexte que nous serions susceptibles de vandaliser les installations de l'entreprise qui s'y trouvent. Mais à qui appartiennent réellement ces terres ? Sommes-nous encore chez nous à Muanda, ou tout appartient-il désormais à Perenco-Rép ? ”

Il poursuit avec amertume :

“

Certes, l'entreprise nous fournit l'électricité, mais est-ce là le seul bénéfice auquel nous avons droit alors que nous vivons sur un sol riche en pétrole ? Comment expliquer que nous soyons entourés de ressources et pourtant plongés dans la pauvreté ? Cette situation est profondément injuste. Elle doit changer. ”



Installation de Perenco

En théorie, un projet pétrolier de cette ampleur devrait entraîner des retombées positives significatives pour les communautés locales : amélioration du cadre de vie, création d'emplois, développement d'infrastructures sociales de qualité et dynamisation de l'économie locale. Pourtant, à Kinkazi, ces promesses restent lettre morte. Bien que vivant à proximité immédiate des installations pétrolières, les habitants continuent de faire face à une pauvreté persistante, à des risques environnementaux accrus, et sont largement exclus des bénéfices générés par l'exploitation de leurs propres terres.

IV. VIOLATION DES DROITS HUMAINS DES COMMUNAUTÉS LOCALES DE KINKAZI



Pompe cheval à proximité du village

Malgré plus de trois décennies d'exploitation pétrolière dans le village de Kinkazi, les promesses de développement et de progrès social pour les populations locales restent largement non tenues. L'installation des activités de la société Perenco-Rép dans cette zone ont non seulement échoué à améliorer les conditions de vie des habitants, mais ont également entraîné une série de violations graves et persistantes de leurs droits fondamentaux.

Les témoignages recueillis sur le terrain révèlent une réalité marquée par l'exclusion, la pollution, la pauvreté et la marginalisation. Les normes nationales et internationales censées encadrer l'exploitation des ressources naturelles et protéger les communautés sont souvent ignorées ou contournées.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des principaux droits bafoués, les obligations qui y sont associées, la situation observée sur le terrain, ainsi que les conséquences concrètes pour les populations locales :

Droit fondamental	Obligation ou norme attendue	Situation à Kikanzi	Conséquence pour la communauté
Droit au travail	Priorisation de la main-d'œuvre locale à travers le transfert des compétences et technologie et de l'innovation en faveur des communautés locales (contenu local, formation, emploi qualifié)	La situation de l'emploi dans le territoire de Muanda est très alarmante, dans la mesure où plus de <u>95%</u> des populations sont au chômage. La raison pour laquelle Muanda est considéré la cité pétrolière la plus pauvre du monde. Il est renseigné que sur 100% des employés de Perenco, seulement 30 % sont originaires de Muanda, et moins de <u>1%</u> des jeunes occupent des postes à responsabilité.	Chômage élevé, frustration, exclusion économique
Droit à la santé	Prévention des risques sanitaires liés à l'exploitation et accès à des soins de qualité	Exposition à des maladies liées à la pollution (air, sol, eau), notamment : <u>la cécité, les maladies respiratoires, l'anémie et fièvre chez les enfants, vomissement de sang, gonflement et douleurs des membres inférieurs, maladies cutanées, malformation congénitales, amaigrissement, des avortements, des cas de cancer dont l'origine serait la mauvaise gestion des issues de l'environnement par l'entreprise.</u> Mais aussi, il est constaté l'absence d'hôpitaux adéquats dans la zone	Dégradation de la santé publique, vulnérabilité sanitaire accrue
Droit à un environnement sain	Respect des normes environnementales, gestion des déchets, préservation des écosystèmes	Pollution de l'air, des sols, des rivières ; disparition de la biodiversité. Il observe la disparition de certaines espèces de fruits comme les <u>anacardiers</u> ou encore des cocotiers.	Insécurité alimentaire, perte d'accès à l'eau potable, détérioration des terres agricoles
Droit à la terre et à la forêt	Reconnaissance des droits coutumiers d'usage, accès libre aux ressources traditionnelles	Interdiction d'accès aux forêts militarisées ; accaparement des terres des communautés locales	L'accaparement ou la restriction d'accès à la terre et aux forêts traditionnelles entraîne pour les communautés locales une perte progressive de leurs moyens de subsistance (agriculture, chasse, pêche, cueillette), mais aussi une marginalisation culturelle et économique. Privées de leurs territoires ancestraux, les populations voient disparaître les bases de leur autonomie, de leur identité et de leur résilience face aux chocs économiques et environnementaux.
Droit à un niveau de vie adéquat	Contribution de l'entreprise au développement local : écoles, routes, eau, électricité, etc.	Des infrastructures de base non durable et qui ne répondent pas aux vrais besoins des communautés locales Absence d'écoles de qualité pouvant assurer la formation de base et la formation technique dans la mise en œuvre de transfert de compétences techniques auprès des jeunes en âge de scolarité, en vue de bénéficier des engagements auprès de l'entreprise.	Maintien dans la précarité, absence de retombées positives malgré la richesse locale exploitée

L'exploitation pétrolière menée par la société Perenco-Rép dans le village de Kinkazi illustre de manière flagrante les déséquilibres structurels qui caractérisent la gouvernance des ressources naturelles en République Démocratique du Congo. Alors qu'en principe, cette activité devrait générer des bénéfices partagés entre l'État, l'entreprise et les communautés hôtes, la réalité sur le terrain révèle un écart profond entre les intentions affichées et les résultats concrets.

Les violations des droits documentées qu'il s'agisse du droit au travail, à la santé, à un environnement sain, à l'eau potable, à la terre ou encore à la participation citoyenne traduisent l'absence de volonté effective de garantir la justice sociale et environnementale dans les zones d'exploitation. Les communautés de Kinkazi, au lieu d'être actrices du développement, se trouvent dépossédées, marginalisées et contraintes de survivre dans un environnement dégradé, sans perspectives durables.

Il devient urgent que les autorités congolaises, les partenaires internationaux et la société civile renforcent les mécanismes de contrôle, de redevabilité et de participation des communautés dans la gestion des ressources naturelles. L'avenir de Kinkazi et d'autres villages concernés par l'exploitation pétrolière à Muanda dépendra de la capacité collective à faire respecter les droits humains et à replacer les populations locales au cœur des politiques de développement.

Face à cette situation, les revendications des communautés locales sont claires : elles aspirent à vivre dans un environnement sain et à retrouver leur autonomie, afin de pouvoir exercer librement leurs activités agricoles et autres moyens de subsistance essentiels à leur bien-être. Elles réclament la restauration de leur écosystème, condition nécessaire à la relance de leurs activités économiques locales.

Par ailleurs, les communautés expriment une profonde frustration liée à la militarisation de la zone, qu'elles perçoivent comme une atteinte directe à leurs droits fondamentaux et à leur liberté de mouvement. Elles exigent, sans condition, la levée immédiate de cette présence militaire, qu'elles considèrent incompatible avec un climat de confiance et de respect des droits humains.



V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Aucune exploitation des ressources naturelles ne peut être considérée comme utile ou légitime si elle ne génère pas d'impacts positifs pour les communautés locales et ne respecte pas leur environnement. Le développement d'un projet extractif doit impérativement reposer sur un équilibre des intérêts, où chaque acteur – l'État, l'entreprise et les communautés – joue pleinement son rôle dans une logique de responsabilité partagée.

Or, à Kinkazi, les communautés locales vivent dans une précarité extrême, en totale contradiction avec les ambitions affichées par le gouvernement congolais, qui envisage l'expansion du secteur pétrolier vers d'autres régions du pays. L'expérience de Kinkazi démontre au contraire que l'exploitation pétrolière, telle qu'elle est actuellement menée, profite principalement à une minorité d'acteurs économiques et politiques, au détriment des populations locales, pourtant directement concernées.

Il est difficilement concevable qu'après plus de trois décennies d'exploitation marquées par la marginalisation, la pollution et la spoliation, les autorités publiques envisagent de poursuivre dans cette voie. Pour les habitants de Kinkazi, l'exploitation pétrolière n'a apporté que souffrance et désillusion. L'accaparement des terres par Perenco-Rép, devenu un fait établi, pousse déjà une partie de la population à envisager un futur exode, faute de pouvoir continuer à cohabiter avec les infrastructures pétrolières, et sans moyen réel d'inverser la situation.

La présence militaire constatée dans les zones forestières, désormais interdites d'accès aux habitants, aggrave encore la détresse des communautés. Ces forêts constituaient pourtant leur principale source de subsistance, à travers la chasse, la cueillette, l'agriculture et la médecine traditionnelle. Cette militarisation du territoire, justifiée par des préoccupations sécuritaires liées à la protection des installations pétrolières, contribue à renforcer les tensions sociales et pourrait, à terme, dégénérer en conflits ouverts, alimentés par la faim, la frustration et la perte de dignité.

Les effets négatifs de cette exploitation sont visibles et multiples: pollution de l'eau, dégradation des sols par le déversement de brut, torchage du gaz entraînant la disparition d'insectes pollinisateurs, altération de la qualité de l'air et de l'eau, perte de la biodiversité... autant de conséquences graves qui mettent en péril l'avenir même du village et la survie de ses habitants. À la lumière des constats tirés de l'expérience du village de Kinkazi face à l'exploitation pétrolière, nous formulons les recommandations suivantes à l'attention des différents acteurs impliqués, afin de garantir le respect des droits humains, la justice environnementale et le développement équitable des communautés locales.

Ceci étant, nous formulons les recommandations suivantes :

1. À l'État congolais

- Annuler tout nouveau projet d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures en RDC en générale et à Muanda en particulier
- Mettre en œuvre des lois plus strictes sur la responsabilité sociale et environnementale, et veiller à leur application effective, notamment dans le secteur des hydrocarbures ;
- Mettre en place des mécanismes transparents de redistribution des ressources issues de l'exploitation en cours pour qu'elles bénéficient directement aux communautés affectées pour l'exploitation en cours.
- Protéger les droits coutumiers des communautés locales en matière d'accès à la terre, à l'eau et aux forêts, y compris en interdisant toute militarisation injustifiée des zones de subsistance.
- Tenir les entreprises responsables en cas de pollution, de corruption ou de non-respect de leurs engagements contractuels, et prévoir des mécanismes de réparation pour les victimes.
- Assurer la participation des membres de la communauté tout en le facilitant un accès à l'information sur les probables risques environnementaux qu'engendrent l'exploitation pétrolière.

2. À la société Perenco-Rép

- Abandonner la vision d'étendre les activités d'exploitation : Les activités de l'entreprise Perenco-Rép n'ont fait qu'accentuer la dégradation de l'environnement dans le territoire de Muanda et n'ont fait qu'aggraver le niveau de la pauvreté des communautés locales ;
- Respecter les droits humains et l'environnement : Aligner leurs pratiques sur les normes internationales (Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, normes de la Banque mondiale, etc.).
- Promouvoir le contenu local pour l'exploitation pétrolière en cours : Recruter, former et employer prioritairement les jeunes issus des communautés locales dans des emplois qualifiés et décents, puis faciliter la propension des investissements locaux.
- Investir dans les infrastructures sociales de base : Construire des écoles, centres de santé, réseaux d'eau potable, routes et autres infrastructures durables dans les zones d'exploitation.
- Assurer la transparence et la redevabilité : Publier les informations relatives aux revenus générés, aux contrats signés et aux projets communautaires financés, en impliquant les communautés dans le suivi.
- Respecter pleinement ses obligations contractuelles, notamment en matière de protection de l'environnement, d'engagements de développement local, partage des bénéfices etc.

3. À la société civile et aux organisations communautaires

- Former les membres des communautés aux droits fonciers, environnementaux et économiques, pour leur permettre de mieux se défendre et d'exiger réparation.
- Continuer à collecter des témoignages, des preuves et à produire des rapports pour alerter l'opinion publique nationale et internationale.

4. Aux ONG Internationales

- Contrôler et faire pression sur les entreprises multinationales opérant en RDC, y compris Perenco Rep, pour qu'elles respectent les normes internationales en matière d'environnement, de Droits humains etc.
- Conditionner le soutien financier au gouvernement congolais à des réformes concrètes en matière de gouvernance environnementale, de protection des droits des PA/CL, transparence etc
- Soutenir la surveillance, la documentation et le plaidoyer en finançant les organisations de la société civile et organisation de base qui documentent les violations des Droits humains, les atteintes à l'environnement et les irrégularités liées à l'exploitation pétrolière



Références et liens

1. <https://multinationales.org/fr/a-chaud/actualites/perenco-en-rdc-quand-le-petrole-rend-les-pauvres-encore-plus-pauvres>
2. https://actualite.cd/2022/07/26/27-blocs-petroliers-seront-mis-aux-encheres-le-gouvernement-ne-compte-pas-reculer#google_vignette
3. <https://hydrocarbures.gouv.cd/2024/10/14/communiqu%C3%A9-avis-annulation-processus-appel-doffres-des-27-blocs-petroliers/>
4. <https://www.youtube.com/live/agGpfzFALGM?t=1076s>
5. <https://coraprdc.org/wp-content/uploads/2024/11/CORAP-RAPPORT-1.pdf>
6. <https://www.jeuneafrique.com/1392569/economie-entreprises/hydrocarbures-rdc-il-ny-a-aucune-convention-dans-le-monde-qui-interdise-a-un-pays-de-mettre-du-co2-pour-les-besoins-de-son-developpement/>
7. https://fr.wikipedia.org/wiki/Moanda_%28r%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo%29?utm_source=chatgpt.com
8. https://news.mongabay.com/short-article/drc-orders-environmental-operational-audits-of-oil-company-perenco/?utm_source=chatgpt.com
9. https://www.perenco.com/wp-content/uploads/2024/05/Active-drilling-campaign-offshore-in-DRC.pdf?utm_source=chatgpt.com
10. https://lepoint.cd/rdc-le-petrole-a-muanda-une-richeesse-mal-partagee/?utm_source=chatgpt.com#google_vignette
11. <https://eia.org/report/mort-a-huis-clos/>
12. https://www.asso-sherpa.org/affaire-perenco-rdc?utm_source=chatgpt.com
13. https://www.amisdelaterre.org/perenco-banc-accuses/?utm_source=chatgpt.com
14. https://ecomine.cd/corruption/2025/04/08/detournement-de-10-millions-usd-en-rdc-didier-budimbu-et-le-comite-de-gestion?utm_source=chatgpt.com
15. https://news.mongabay.com/short-article/2025/01/drc-orders-environmental-operational-audits-of-oil-company-perenco/?utm_source=chatgpt.com
16. https://actualite.cd/index.php/2022/04/14/renad-devoile-les-conclusions-de-son-rapport-lie-aux-impacts-de-la-societe-perenco-sur?utm_source=chatgpt.com
17. https://lepoint.cd/rdc-le-petrole-a-muanda-une-richeesse-mal-partagee/?utm_source=chatgpt.com#google_vignette
18. https://business-et-finances.com/perenco-en-rdc-quand-le-petrole-rend-les-pauvres-encore-plus-pauvres-et-des-benefices-introuvables/?utm_source=chatgpt.com
19. [https://congominespdfstorage.blob.core.windows.net/congominespdfstorage/CRIS%20D'ALARME%20DES%20COMMUNAUTES%20LOCALES%20\(2\).pdf](https://congominespdfstorage.blob.core.windows.net/congominespdfstorage/CRIS%20D'ALARME%20DES%20COMMUNAUTES%20LOCALES%20(2).pdf)
20. https://environews-rdc.net/2022/12/14/hydrocarbures-perenco-en-rdc-le-calvaire-des-populations-de-muanda/?utm_source=chatgpt.com



CONTACTEZ-NOUS

CORAP :

Contact média :

emmamus023@gmail.com

matyaboexauce@gmail.com

corapreforme2014@gmail.com

<https://coraprdc.org/>

